

No. 33913

**FRANCE
and
BOLIVIA**

**Convention for the avoidance of double taxation with respect
to taxes on income and capital (with protocol). Signed at
La Paz on 15 December 1994**

Authentic texts: French and Spanish.

Registered by France on 1 July 1997.

**FRANCE
et
BOLIVIE**

**Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière
d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole).
Signée à La Paz le 15 décembre 1994**

Textes authentiques : français et espagnol.

Enregistrée par la France le 1^{er} juillet 1997.

CONVENTION¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE BOLIVIENNE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivienne, désireux de conclure une convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1
PERSONNES VISÉES

La présente Convention s'applique aux personnes domiciliées dans un État ou dans les deux États.

ARTICLE 2
IMPÔTS VISES

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un État, de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), ou de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
 - a) En ce qui concerne la France :
 - i) l'impôt sur le revenu ;
 - ii) l'impôt sur les sociétés ;
 - iii) l'impôt de solidarité sur la fortune ;
 - iv) la taxe sur les salaires,
(ci-après dénommés "impôt français") ;

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1996 par notification, conformément à l'article 28.

b) En ce qui concerne la Bolivie :

- i) le régime complémentaire à l'impôt sur la valeur ajoutée ("el regime complementario al impuesto al valor agregado : RC-IVA") ;
 - ii) l'impôt sur le revenu présumé des entreprises ("el impuesto a la renta presunta de empresas : IRPE") ;
 - iii) l'impôt sur le revenu présumé des propriétaires de biens ("el impuesto a la renta presunta de propietarios de bienes : IRPPB") ;
 - iv) l'impôt sur les transactions ("el impuesto a las transacciones : IT") ;
 - v) l'impôt sur les bénéfices tirés de la production d'hydrocarbures ("el impuesto a las utilidades obtenidas de la explotación de hidrocarburos"),
- (ci-après dénommés "impôt bolivien").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des États se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

ARTICLE 3

DÉFINITIONS GÉNÉRALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- a) Les expressions "un État" et "l'autre État" désignent, suivant les cas, la France ou la Bolivie ;
- b) Le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
- c) Le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale ;
- d) Les expressions "entreprise d'un État" et "entreprise de l'autre État" désignent respectivement une entreprise exploitée par une personne domiciliée dans un État et une entreprise exploitée par une personne domiciliée dans l'autre État ;
- e) L'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un État, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre État ;
- f) Le terme "nationaux" désigne :
 - i) toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un État ;
 - ii) toutes les personnes morales, sociétés de personnes et associations constituées conformément à la législation en vigueur dans un État ;

g) L'expression "autorité compétente" désigne :

i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;

ii) dans le cas de la Bolivie, le ministre des finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention par un État, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a le sens que lui attribue le droit fiscal de cet État concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

ARTICLE 4

RÉSIDENT

1. Au sens de la présente Convention, une personne est domiciliée dans un État lorsque, en vertu de la législation de cet État, elle est assujettie à l'impôt dans cet État, en raison de son domicile, de sa résidence, de son séjour habituel, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est domiciliée dans les deux États, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) Cette personne est considérée comme domiciliée dans l'État où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux États, elle est considérée comme domiciliée dans l'État avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) Si l'État où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des États, elle est considérée comme domiciliée dans l'État où elle séjourne de façon habituelle ;

c) Si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux États ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme domiciliée dans l'État dont elle possède la nationalité ;

d) Si cette personne possède la nationalité des deux États ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des États tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est domiciliée dans les deux États, elle est considérée comme domiciliée dans l'État où son siège de direction effective est situé. Cette disposition est notamment applicable aux sociétés de personnes et autres groupements de personnes qui sont considérés comme des personnes morales aux fins d'imposition.

ARTICLE 5

ÉTABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle est exercée une activité industrielle ou commerciale, et qui a pour objet la réalisation de bénéfices.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :
- a) Un bureau ou un siège d'administration ou de direction ;
 - b) Une succursale ou une agence ;
 - c) Une fabrique, usine ou atelier industriel ou de montage, ou un établissement agricole ;
 - d) Une mine, carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles ;
 - e) Un chantier de construction ou de montage seulement si sa durée dépasse six mois.
3. Une personne qui agit dans un État pour le compte d'une entreprise de l'autre État est considérée comme constituant un établissement stable dans le premier État si elle dispose dans cet État de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que ses activités se limitent à l'achat de biens ou de marchandises pour cette entreprise.
4. Il n'y a pas "établissement stable" si :
- a) Il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de biens ou marchandises appartenant à l'entreprise ;
 - b) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des biens ou marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;
 - c) Une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de publicité, d'informations, de recherche scientifique ou de l'exercice d'autres activités similaires qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire, à condition que ces activités soient exercées pour le compte de l'entreprise elle-même.
5. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un État du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.
6. Le fait qu'une société qui est domiciliée dans un État contrôle ou est contrôlée par une société qui est domiciliée dans l'autre État ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6

REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'État où ces biens sont situés.
2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'État où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, les bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

ARTICLE 7

BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un État ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre État par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un État exerce son activité dans l'autre État par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé dans chaque État à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses dûment justifiées exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'État où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un État, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet État de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8**NAVIGATION MARITIME ET AÉRIENNE**

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs ne sont imposables que dans l'Etat où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat où est domicilié l'exploitant du navire.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (pool), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 9**ENTREPRISES ASSOCIÉES**

Lorsque

- a) Une entreprise d'un État participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre État, ou que
- b) Les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un État et d'une entreprise de l'autre État,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles dont seraient convenues des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

ARTICLE 10**DIVIDENDES**

1. Les dividendes payés par une société domiciliée dans un État à une personne domiciliée dans l'autre État sont imposables dans le premier État et selon la législation de cet État ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des dividendes si la personne qui reçoit ces dividendes en est le bénéficiaire effectif. Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
2. a) Une personne domiciliée en Bolivie qui reçoit d'une société domiciliée en France des dividendes qui donneraient droit à un crédit d'impôt ("avoir fiscal") s'ils étaient reçus par une personne domiciliée en France a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt ("avoir fiscal"), sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au paragraphe 1.

- b) Les dispositions du a ne s'appliquent qu'à une personne domiciliée en Bolivie qui est :
- i) une personne physique, ou
 - ii) une société qui ne détient pas directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société française qui paie les dividendes.
- c) Les dispositions du a ne s'appliquent pas si le bénéficiaire du paiement du Trésor français n'est pas assujéti à l'impôt en Bolivie à raison de ces dividendes et de ce paiement.
- d) Les paiements du Trésor français visés au a sont considérés comme des dividendes pour l'application de la présente Convention.

3. Une personne domiciliée en Bolivie qui reçoit des dividendes payés par une société domiciliée en France, et qui n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au paragraphe 2, peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 1.

4. Le terme "dividendes" employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2, et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, domicilié dans un Etat, exerce dans l'autre Etat dans lequel la société qui paie les dividendes est domiciliée, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Lorsqu'une société domiciliée dans un Etat tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à une personne domiciliée dans cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable, ou à une base fixe, situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

ARTICLE 11

INTÉRÊTS

1. Les intérêts provenant d'un Etat et payés à une personne domiciliée dans l'autre Etat sont imposables dans l'Etat d'où ils proviennent, et selon la législation de cet Etat ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des intérêts si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 :

- a) Les intérêts provenant de France et payés à l'Etat bolivien sont exonérés de l'impôt français ;

b) Les intérêts provenant de Bolivie et payés aux collectivités ou institutions publiques françaises sont exonérés de l'impôt bolivien.

3. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

4. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, domicilié dans un État, exerce dans l'autre État d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un État lorsque le débiteur est cet État, une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), une de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), une de leurs personnes morales de droit public ou une autre personne domiciliée dans cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non domicilié dans cet État, a dans un État un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque État et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12

REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un État et payées à une personne domiciliée dans l'autre État sont imposables dans l'État d'où elles proviennent, et selon la législation de cet État ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des redevances si la personne qui les reçoit en est le bénéficiaire effectif.

2. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, domicilié dans un État, exerce dans l'autre État d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le

bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

4. Les redevances sont considérées comme provenant d'un État lorsque le débiteur est cet État, une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), une de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), une de leurs personnes morales de droit public, ou une autre personne domiciliée dans cet État. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non domicilié dans un État, a dans un État un établissement stable, ou une base fixe, auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'État où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

5. Lorsque, en raison des relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire est imposable selon la législation de chaque État et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 13

GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'une personne domiciliée dans un État tire de l'aliénation de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6 sont imposables dans l'État où ces biens immobiliers sont situés.

2. Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société ou personne morale possédant des biens immobiliers situés dans un État ou des droits portant sur de tels biens sont imposables dans cet État lorsqu'ils sont soumis, selon la législation de cet État, au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les immeubles affectés par cette société ou personne morale à sa propre exploitation industrielle, commerciale ou agricole, ou à l'exercice par elle d'une profession indépendante.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État a dans l'autre État, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont une personne domiciliée dans un État dispose dans l'autre État pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre État.

4. Les gains d'une entreprise provenant de l'aliénation de navires ou aéronefs exploités en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans l'État où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

5. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3 et 4 ne sont imposables que dans l'État dans lequel le cédant est domicilié.

ARTICLE 14**PROFESSIONS INDÉPENDANTES**

1. Les revenus qu'une personne domiciliée dans un État tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet État, à moins que cette personne ne dispose de façon habituelle dans l'autre État d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. Si elle dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre État mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

ARTICLE 15**PROFESSIONS DÉPENDANTES**

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans un État reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet État, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre État. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre État.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'une personne domiciliée dans un État reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre État ne sont imposables que dans le premier État si :

- a) Le bénéficiaire séjourne dans l'autre État pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs, et
- b) Les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas domicilié dans l'autre État, et
- c) La charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre État.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international sont imposables dans l'État où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE 16**MEMBRES DES CONSEILS D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE**

Les jetons de présence et autres rémunérations similaires qu'une personne domiciliée dans un État reçoit en qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est domiciliée dans l'autre État sont imposables dans cet autre État.

ARTICLE 17

ARTISTES ET SPORTIFS

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'une personne tire de ses activités personnelles exercées en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans l'Etat où ces activités sont exercées.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque les activités exercées dans un Etat par un artiste ou un sportif sont financées totalement ou principalement par l'autre Etat, l'une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), l'une de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), ou l'une de leurs personnes morales de droit public.

ARTICLE 18

PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à une personne domiciliée dans un Etat au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat sont imposables dans cet Etat.

ARTICLE 19

RÉMUNÉRATIONS PUBLIQUES

1. Les rémunérations, y compris les pensions, payées à une personne physique par un Etat, l'une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), l'une de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), ou par l'une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux rémunérations, y compris les pensions, payées à un expert ou à un volontaire envoyé par un Etat dans l'autre Etat avec l'accord de celui-ci dans le cadre d'un programme de coopération entre les deux Etats, financé par des fonds publics de l'un ou l'autre Etat.

3. Les dispositions des articles 15, 16 et 18 s'appliquent aux rémunérations, y compris les pensions, payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat, l'une de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France)

l'une de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), ou par l'une de leurs personnes morales de droit public.

ARTICLE 20

ENSEIGNANTS, ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES

1. Les rémunérations qu'un enseignant qui est domicilié dans un État ou qui y était domicilié immédiatement avant de se rendre dans l'autre État, et qui séjourne dans cet autre État pour une durée maximale de deux ans afin de parfaire sa formation, de se livrer à des recherches ou d'exercer une activité d'enseignement, reçoit au titre de ces activités ne sont imposables que dans le premier État à condition que ces rémunérations ne proviennent pas de l'autre État.

2. Lorsqu'une personne physique qui était domiciliée dans un État immédiatement avant de se rendre dans l'autre État séjourne provisoirement dans cet autre État, uniquement en tant qu'étudiant ou élève dans une université, un lycée, une école ou un autre établissement d'enseignement, ou en tant que stagiaire, cette personne est exonérée d'impôt dans cet autre État à partir de la date de son arrivée dans cet autre État :

- a) À raison des sommes provenant de l'étranger et destinées à couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ;
- b) Pendant une période n'excédant pas trois ans, à raison des rémunérations tirées par cette personne de services rendus dans cet autre État à seule fin de compléter les ressources dont elle dispose pour son entretien, ses études ou sa formation.

3. Lorsqu'une personne physique qui était domiciliée dans un État immédiatement avant de se rendre dans l'autre État, et qui séjourne provisoirement dans cet autre État uniquement à des fins d'études, de recherche ou de formation ou dans le cadre d'un programme de coopération technique mis en oeuvre par un État, reçoit une indemnité d'entretien ou une bourse d'une organisation scientifique, pédagogique ou caritative, cette personne est exonérée d'impôt dans l'État où elle séjourne :

- a) À raison de cette indemnité ou de cette bourse ;
- b) À raison des sommes provenant de l'étranger et destinées à couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation.

ARTICLE 21

REVENUS NON EXPRESSÉMENT MENTIONNES

Les éléments du revenu d'une personne domiciliée dans un État, qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents de la présente Convention, ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE 22**FORTUNE**

1. La fortune constituée par des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, est imposable dans l'État où ces biens sont situés. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aussi à la fortune constituée par les actions, parts ou autres droits visés au paragraphe 2 de l'article 13.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État a dans l'autre État, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont une personne domiciliée dans un État dispose dans l'autre État pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre État.
3. La fortune d'une entreprise constituée par des navires et des aéronefs exploités en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à leur exploitation n'est imposable que dans l'État où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'une personne domiciliée dans un État ne sont imposables que dans cet État.

ARTICLE 23**ÉLIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS**

Les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante.

1. En ce qui concerne la France :
 - a) Lorsqu'une personne domiciliée en France bénéficie de revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables ou ne sont imposables qu'en Bolivie, ces revenus ou cette fortune sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français s'ils ne sont pas exemptés de ce dernier en vertu de la législation interne française. L'impôt bolivien n'est pas déductible de ces revenus ou de cette fortune, mais cette personne a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit est égal :
 - i) pour les revenus ou la fortune qui ne sont imposables qu'en Bolivie, au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus ou à cette fortune ;
 - ii) pour les revenus ou la fortune non visés au i), au montant de l'impôt payé en Bolivie conformément aux dispositions de la Convention ; ce crédit ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou à cette fortune.
 - b) En ce qui concerne l'application du a aux revenus visés aux articles 11 et 12, lorsque le montant de l'impôt payé en Bolivie, conformément aux dispositions de ces articles excède le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus, la personne domiciliée en France qui bénéficie de ces revenus peut soumettre son cas à l'autorité compétente française. S'il lui apparaît que cette situation a pour conséquence une imposition qui n'est pas comparable à une imposition du revenu net, cette autorité compétente peut, dans les conditions qu'elle détermine, admettre en déduction de l'impôt

français sur d'autres revenus de source étrangère de cette personne le montant non imputé de l'impôt payé en Bolivie.

2. En ce qui concerne la Bolivie :

a) Dans le cas d'une personne domiciliée en Bolivie, sont exclus de la base de l'impôt bolivien tout élément de revenu provenant de France et tout élément de fortune situé en France qui, conformément aux dispositions de la Convention, sont imposables en France. Toutefois, la Bolivie conserve le droit de prendre en compte, pour la détermination du taux applicable, les éléments de revenu ou de fortune ainsi exclus.

b) Nonobstant les dispositions du a, lorsqu'une personne domiciliée en Bolivie reçoit des dividendes qui, conformément aux dispositions de l'article 10, sont imposables en France, la Bolivie accorde, sur le montant de l'impôt qu'elle perçoit le cas échéant sur ces dividendes, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en France. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces dividendes reçus de France.

ARTICLE 24

NON-DISCRIMINATION

1. Les nationaux d'un État ne sont soumis dans l'autre État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre État qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard du domicile. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux nationaux de l'un ou de l'autre État qui ne sont domiciliés dans aucun des deux États.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État a dans l'autre État n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un État à accorder aux personnes domiciliées dans l'autre État les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde aux personnes domiciliées sur son propre territoire.

3. À moins que les dispositions de l'article 9, du paragraphe 6 de l'article 11 ou du paragraphe 5 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un État à une personne domiciliée dans l'autre État sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à une personne domiciliée dans le premier État. De même, les dettes d'une entreprise d'un État envers une personne domiciliée dans l'autre État sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers une personne domiciliée dans le premier État.

4. Les entreprises d'un État, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par une ou plusieurs personnes domiciliées dans l'autre État, ne sont soumises dans le premier État à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier État.

5. a) Les exemptions et autres avantages prévus par la législation d'un État au profit de cet État, de ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), de ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), ou de leurs personnes morales de

droit public n'exerçant pas d'activité industrielle ou commerciale, sont applicables dans les mêmes conditions respectivement à l'autre État, à ses collectivités territoriales (dans le cas de la France), à ses subdivisions politiques et administratives (dans le cas de la Bolivie), ou à leurs personnes morales de droit public n'exerçant pas d'activité industrielle ou commerciale.

b) Les organismes à but non lucratif, quelle que soit leur dénomination, créés ou organisés dans un État et exerçant leur activité dans le domaine scientifique, artistique, culturel, éducatif ou charitable bénéficiant dans l'autre État, dans les conditions prévues par la législation de cet autre État, des exonérations ou autres avantages accordés en matière d'impôt sur les donations ou sur les successions aux entités de même nature créées ou organisées dans cet autre État. Toutefois, ces exonérations ou autres avantages ne sont applicables que si ces organismes bénéficient d'exonérations ou avantages analogues dans le premier État.

6. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, ~~aux~~ impôts de toute nature ou dénomination.

ARTICLE 25

PROCÉDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État ou par les deux États entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'État dans laquelle elle est domiciliée, ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'État dont elle possède la nationalité. Si elle n'est domiciliée dans aucun des deux États, elle peut saisir indifféremment l'un ou l'autre État. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention.

3. Les autorités compétentes des États s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des États peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents. Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une Commission composée de représentants des autorités compétentes des États.

5. Les autorités compétentes des États peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application de la Convention, et notamment les formalités que doivent accomplir les personnes domiciliées dans un État pour obtenir, dans l'autre État, les réductions ou exonérations d'impôt et autres avantages fiscaux prévus par la Convention. Ces formalités peuvent comprendre la présentation d'un formulaire d'attestation de domicile indiquant en particulier la nature et le montant

ou la valeur des revenus ou de la fortune concernés et comportant la certification des services fiscaux du premier État.

ARTICLE 26

ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des États échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention. Les renseignements reçus par un État sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État l'obligation :

- a) De prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État ;
- b) De fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État ;
- c) De fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

ARTICLE 27

FONCTIONNAIRES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et leurs domestiques privés, les membres des postes consulaires, ou les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales, en vertu soit des règles générales du droit international soit de dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, les personnes physiques, qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État, qui est situé dans l'autre État ou dans un État tiers, ainsi que leurs domestiques privés sont considérés, aux fins de la Convention, comme domiciliés dans l'État accréditant, à condition qu'elles soient soumises dans cet État accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de leur revenu et de leur fortune, que les personnes domiciliées dans cet État.

3. La convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un État tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un État et ne sont pas soumis aux mêmes obligations que les personnes domiciliées dans l'un ou l'autre État en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

ARTICLE 28

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Chacun des États notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :

a) En France :

- i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention ;
- ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés au cours des années civiles suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention ou afférents aux exercices comptables ouverts au cours de ces années civiles, selon le cas ;
- iii) en ce qui concerne l'imposition de la fortune, à la fortune possédée au 1er janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention ou après cette date.;

b) En Bolivie :

- i) en ce qui concerne les impôts établis par périodes fiscales annuelles, à compter du 1er janvier de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur de la Convention ;
- ii) en ce qui concerne les autres impôts, à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention.

ARTICLE 29

DÉNONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, à partir de la cinquième année civile suivant celle de son entrée en vigueur, chaque État pourra, moyennant un préavis minimum de 6 mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.

2. Dans ce cas, les dispositions de la Convention s'appliqueront pour la dernière fois :

a) En France :

- i) en ce qui concerne les impôts perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables au titre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
- ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu, aux revenus réalisés pendant l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ou afférents à l'exercice comptable clos au cours de cette année, selon le cas ;
- iii) en ce qui concerne l'imposition sur la fortune, à la fortune possédée au 1er janvier de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;

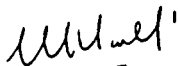
b) En Bolivie :

- i) en ce qui concerne les impôts établis par périodes fiscales annuelles, aux périodes fiscales expirant immédiatement après le 31 décembre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
- ii) en ce qui concerne les autres impôts, le 31 décembre de l'année civile pour la fin de laquelle la dénonciation aura été notifiée.

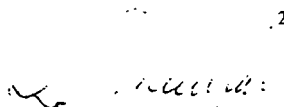
En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à La Paz, le 15/XI/1974 en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



Pour le Gouvernement
de la République bolivienne :



¹ Jean-Michel Marlaud.

² Antonio Aranibar Quiroga.

PROTOCOLE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bolivie, au moment de procéder à la signature de la Convention entre les deux Gouvernements en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. La présente Convention est cohérente avec les systèmes fiscaux respectifs des deux États, c'est-à-dire avec le système fiscal français fondé sur les notions de domicile et de revenu mondial, et avec le système fiscal bolivien fondé sur la notion de source.
2. En ce qui concerne l'article 3, le terme "France" ne comprend pas, au sens de la Convention, les territoires d'outre-mer de la République française ni les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.
3. En ce qui concerne l'article 6, lorsque la propriété d'actions, parts ou autres droits dans une société ou personne morale donne au propriétaire la jouissance de biens immobiliers situés dans un État et détenus par cette société ou personne morale, les revenus que le propriétaire tire de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet État.
4. En ce qui concerne l'article 7 :
 - a) Ne sont imputables à un chantier de construction, d'installation ou de montage, dans l'Etat où est situé cet établissement stable, que les bénéfices tirés de telles activités. Les bénéfices qui sont tirés de la fourniture de marchandises par le siège de l'entreprise, par un autre établissement de cette entreprise, ou par une tierce personne, qu'ils soient en rapport avec ces activités ou soient réalisés indépendamment de celles-ci, ne sont pas imputables au chantier de construction, d'installation ou de montage ;
 - b) Les revenus, tirés d'activités en matière de plans, projets, constructions, recherches, services techniques, qui sont exercées dans un État et qui sont en rapport avec un établissement stable situé dans l'autre État, ne sont pas imputables à cet établissement stable.
5. En ce qui concerne les articles 10, 11 et 12, si dans une convention ou un accord entre la Bolivie et un État tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques, la Bolivie limite l'imposition à la source des dividendes, intérêts ou redevances en convenant de taux plus faibles (y compris les taux nuls), ou de champs d'application plus réduits, que les taux ou les champs d'application prévus dans la présente Convention pour les mêmes catégories de revenus, les mêmes taux ou champs d'application remplaceront automatiquement les taux ou les champs d'application prévus par la présente Convention, à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention ou accord entre la Bolivie et l'État tiers.
6. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 12, les rémunérations payées pour des services techniques, y compris des analyses ou des études de nature scientifique, géologique ou technique, pour des travaux d'ingénierie y compris les plans y afférents, ou pour des services de consultation ou de surveillance, ne sont pas considérées comme des rémunérations payées pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique, mais comme des revenus auxquels les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.
7. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 23, il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" désigne :
 - a) Lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ;

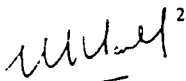
- b) Lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune".

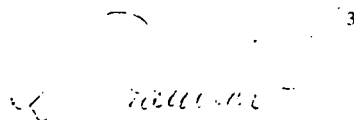
8. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 24, il est entendu qu'une personne physique ou morale, société de personnes ou association qui est domiciliée dans un État ne se trouve pas dans la même situation qu'une personne physique ou morale, société de personnes ou association qui n'est pas domiciliée dans cet État ; et que, dans ce cas, les dispositions de ce paragraphe 1 ne sont pas applicables même si, s'agissant des personnes morales, sociétés de personnes ou associations, ces entités sont considérées, en application du *f* du paragraphe 1 de l'article 3, comme des nationaux de l'État où elles sont domiciliées.
9. a) En ce qui concerne l'article 24 et le point 5 du présent protocole, si un autre accord, traité ou convention entre la France et la Bolivie comporte une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que seules les dispositions de la présente Convention, à l'exclusion de telles clauses, sont applicables en matière fiscale.
- b) Il est entendu que les dispositions de l'article 4 de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bolivie sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé le 25 octobre 1989¹, ne sont pas applicables en matière fiscale.
10. Les dispositions de la Convention ne font en rien obstacle à l'application par la France :
- a) De l'article 212 de son code général des impôts, ou d'autres dispositions similaires qui se substitueraient à celles de cet article ;
- b) Des dispositions de la législation française selon lesquelles, pour la détermination des bénéfices imposables des entreprises domiciliées en France, les bénéfices des établissements stables ou des filiales à l'étranger sont pris en compte dans le cadre d'un régime prévoyant la déduction des déficits ou l'élimination des doubles impositions.

Fait à La Paz, le 15/10/1994 en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :



Pour le Gouvernement
de la République bolivienne :



¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1977, n° I-33781.

² Jean-Michel Marlaud.

³ Antonio Aranibar Quiroga.

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA Y EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DE BOLIVIA PARA EVITAR LA DOBLE IMPOSICIÓN EN MATERIA DE IMPUESTOS SOBRE LA RENTA Y SOBRE EL PATRIMONIO

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA

Y

EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DE BOLIVIA

deseosos de concluir un Convenio para evitar la doble imposición en materia de impuestos sobre la renta y sobre el patrimonio, han convenido en las disposiciones siguientes:

ARTICULO I

PERSONAS CONSIDERADAS

El presente Convenio se aplica a las personas domiciliadas en uno o ambos Estados.

ARTICULO II

IMPUESTOS COMPRENDIDOS

1. El presente Convenio se aplica a los impuestos sobre la renta y el patrimonio percibidos por un Estado o, en el caso de Francia, por sus colectividades territoriales, o subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia, cualquiera que sea el sistema de recaudación.

2. Son considerados como impuestos sobre la renta y el patrimonio los impuestos recaudados sobre la renta total y sobre el patrimonio total o sobre los elementos de la renta o del patrimonio, incluidos los impuestos sobre las ganancias provenientes de la enajenación de bienes muebles o inmuebles, los impuestos sobre el monto global de los salarios pagados por la empresas, así como los impuestos sobre las plusvalías.

3. Los impuestos actuales a los que se aplica el Convenio son en particular:

- a) en lo que se refiere a Francia:
- i) el impuesto sobre la renta;
 - ii) el impuesto sobre las sociedades;
 - iii) el impuesto de solidaridad sobre la fortuna;
 - iv) la tasa sobre los salarios;
- los que, en lo sucesivo, se denominan "el impuesto francés".
- b) en lo que se refiere a Bolivia:
- i) el Régimen Complementario al Impuesto al Valor Agregado (RC - IVA);
 - ii) el impuesto a la Renta Presunta de Empresas (IRPE);
 - iii) el impuesto a la Renta Presunta de Propietarios de Bienes (IRPPB);
 - iv) el impuesto a las Transacciones (IT);
 - v) el impuesto a las Utilidades Obtenidas de la Explotación de Hidrocarburos.
- los que en lo sucesivo se denominan "el impuesto boliviano".

4. El Convenio se aplicará igualmente a los impuestos de naturaleza idéntica o análoga que se establezcan con posterioridad a la fecha de la firma del mismo y que se añadan a los actuales o los sustituyan. Las autoridades competentes de los Estados se comunicarán las modificaciones importantes que se hayan introducido en sus respectivas legislaciones fiscales.

ARTICULO III

DEFINICIONES GENERALES

1. Para los efectos del presente Convenio, y a menos que en el texto se indique otra cosa:
- a) Las expresiones "un Estado" y "el otro Estado" designan, según el caso, a Francia o a Bolivia;
 - b) El término "persona" comprende las personas naturales, las sociedades y cualquier otra agrupación de personas;

- c) El término "sociedad" significa toda persona jurídica o cualquier entidad que se considere persona jurídica a efectos impositivos;
- d) Las expresiones "empresa de un Estado" y "empresa del otro Estado" significan respectivamente una empresa explotada por una persona domiciliada en un Estado y una empresa explotada por una persona domiciliada en el otro Estado;
- e) La expresión "tráfico internacional" significa todo transporte efectuado por un navío o aeronave explotado por una empresa cuya sede de dirección efectiva esté situada en un Estado, salvo cuando el navío o aeronave no sea objeto de explotación más que entre puntos situados en el otro Estado;
- f) El término "nacional" significa:
 - i) todas las personas naturales que posean la nacionalidad de uno de los Estados;
 - ii) todas las personas jurídicas, sociedades de personas y asociaciones constituidas conforme a la legislación en vigor de uno de los Estados.
- g) La expresión "autoridad competente" significa:
 - i) en el caso de la República francesa, el Ministro encargado del Presupuesto o su representante autorizado.
 - ii) en el caso de la República de Bolivia el Ministro de Finanzas o su representante autorizado.

2. Para la aplicación del presente Convenio por un Estado, cualquier expresión no definida de otra manera tendrá el significado que se le atribuya por la legislación de este Estado relativa a los impuestos que son objeto del presente Convenio, a menos que el texto no exija una interpretación diferente.

ARTICULO IV

RESIDENTE

1. A los fines de este Convenio, el término persona domiciliada de un Estado, significa cualquier persona que, en virtud de la legislación de este Estado está sujeta al impuesto dentro de este Estado, en razón de su domicilio, residencia, lugar de estadía habitual, lugar de dirección o sede en dicho Estado, o de cualquier otro criterio de naturaleza análoga.

2. Cuando en virtud de las disposiciones del párrafo 1, una persona natural resulte domiciliada en ambos Estados, su situación será reglamentada de la manera siguiente:

- a) Esta persona será considerada domiciliada en el Estado donde tenga una vivienda permanente. Si tuviera una vivienda permanente en ambos Estados, se considerará domiciliada en el Estado en el que mantenga relaciones personales y económicas más estrechas (centro de intereses vitales);
- b) Si no pudiera determinarse el Estado en el que dicha persona mantiene relaciones más estrechas o si no tuviera una vivienda permanente en ninguno de los Estados, se considerará domiciliada en el Estado donde reside de manera habitual;
- c) Si esta persona mantiene su vivienda habitual en los dos Estados, o si ella no mantiene vivienda habitual en ninguno de ellos, ella será considerada como un residente del Estado del cual posee la nacionalidad.
- d) Si esta persona posee la nacionalidad de los dos Estados o si no posee la nacionalidad de ninguno de ellos, las autoridades competentes de los Estados resolverán la cuestión de común acuerdo.

3. Cuando en virtud de las disposiciones del párrafo 1, una persona, que no sea persona natural, sea domiciliada en ambos Estados, se considerará domiciliada en el Estado en que se encuentre su sede de dirección efectiva.

Esta disposición se aplica en particular a las sociedades de personas y a otras agrupaciones de personas que son consideradas como personas jurídicas a fines de imposición.

ARTICULO V

ESTABLECIMIENTO PERMANENTE

1. En el sentido del presente Convenio, la expresión "establecimiento permanente" significa un lugar fijo de negocios que sirva para el ejercicio de una actividad empresarial y que tenga como objetivo la generación de rentas.

2. La expresión "establecimiento permanente" comprende, entre otros:

- a) Una oficina o lugar de administración o dirección de negocios;
- b) Las sucursales o agencias;

- c) Una fábrica, planta o taller industrial o de montaje, o establecimiento agropecuario;
- d) Las minas, canteras o cualquier otro lugar de extracción de recursos naturales;
- e) Las obras de construcción o de montaje sólo cuando la duración exceda de seis meses.

3. Una persona que actúe en un Estado por cuenta de una empresa del otro Estado, se considerará que constituye establecimiento permanente en el Estado primeramente mencionado si tiene y ejerce habitualmente en este Estado poderes para concluir contratos en nombre de la empresa, a menos que sus actividades se limiten a la compra de bienes o mercancías para la misma.

4. El término "establecimiento permanente" no comprende:

- a) La utilización de instalaciones con el único fin de almacenar, exponer o entregar bienes o mercancías pertenecientes a la empresa;
- b) El mantenimiento de un lugar fijo de negocios con el único fin de comprar bienes o mercancías o de recoger información, para la empresa;
- c) El mantenimiento de un lugar fijo de negocios con el único fin de hacer publicidad, suministrar información, realizar investigaciones científicas o desarrollar otras actividades similares que tengan carácter preparatorio o auxiliar, siempre que estas actividades se realicen para la propia empresa.

5. No se considera que una empresa de un Estado tiene establecimiento permanente en el otro Estado por el sólo hecho de que realice actividades en este otro Estado por medio de un corredor, un comisionista general, o cualquier otro mediador que goce de un estatuto independiente, siempre que estas personas actúen dentro del marco ordinario de su actividad.

6. El hecho de que una sociedad domiciliada en un Estado controle o sea controlada por una sociedad domiciliada en el otro Estado Contratante o que realice actividades en este otro Estado (ya sea por medio de establecimiento permanente o de otra manera) no convierte por sí solo a cualquiera de estas sociedades en establecimiento permanente de la otra.

ARTICULO VI

BIENES INMUEBLES

1. Las rentas de cualquier naturaleza provenientes de bienes inmuebles serán gravables en el Estado en que tales bienes estén situados.

2. La expresión "bienes inmuebles" tendrá el significado que le atribuya el derecho del Estado en que los bienes en cuestión estén situados. Dicha expresión comprende en todo caso los accesorios, el ganado muerto o vivo de las explotaciones agrícolas y forestales, los derechos a los que se apliquen las disposiciones de Derecho privado relativas a los bienes raíces, el usufructo de bienes inmuebles y los derechos a pagos variables o fijos por la explotación o la concesión de la explotación de yacimientos minerales, fuentes y otros recursos naturales; los navíos, embarcaciones y aeronaves no se consideran bienes inmuebles.

3. Las disposiciones del párrafo 1 se aplican a las rentas derivadas de la utilización directa, del arrendamiento o aparcería así como de cualquier otra forma de explotación de bienes inmuebles.

4. Las disposiciones de los párrafos 1 y 3 se aplican igualmente a las rentas provenientes de los bienes inmobiliarios de una empresa así como las rentas de los bienes inmobiliarios que sirven para el ejercicio de una actividad independiente.

ARTICULO VII

BENEFICIOS DE EMPRESAS

1. Los beneficios de una empresa de un Estado solamente serán gravables en este Estado, a no ser que la empresa efectúe operaciones en el otro Estado por medio de un establecimiento permanente situado en él. En este último caso los beneficios de la empresa serán gravables en el otro Estado, pero sólo en la medida en que sean atribuidos al establecimiento permanente.

2. Sin perjuicio de lo previsto en el párrafo 1, cuando una empresa de un Estado realice negocios en el otro Estado por medio de un establecimiento permanente situado en él, en cada Estado se atribuirán al establecimiento permanente los beneficios que éste obtendría si fuese una empresa distinta y separada que realizase las mismas o similares actividades, en las mismas o similares condiciones, y tratase con total independencia con la empresa de la que es establecimiento permanente.

3. Para la determinación del beneficio del establecimiento permanente se permitirá la deducción de los gastos producidos y debidamente demostrados para los fines del establecimiento permanente, comprendidos los gastos de dirección y generales de administración para los mismos fines, tanto si se efectúan en el Estado en que se encuentre el establecimiento permanente o en otra parte.

4. Mientras sea usual en un Estado determinar los beneficios imputables a los establecimientos permanentes sobre la base de un reparto de los beneficios totales de la empresa entre sus diversas partes, lo establecido en el párrafo 2 no impedirá que este Estado determine de esta manera los beneficios imponibles; sin embargo, el método de reparto adoptado habrá de ser tal que el resultado obtenido esté de acuerdo con los principios enunciados en este artículo.

5. No se atribuirá ningún beneficio a un establecimiento permanente por el solo hecho de que éste compre bienes o mercancías para la empresa.

6. A efectos de los anteriores párrafos, los beneficios imputables al establecimiento permanente se calcularán cada año por el mismo método, a no ser que existan motivos válidos y suficientes para proceder en otra forma.

7. Cuando los beneficios comprendan rentas reguladas separadamente en otros artículos de este Convenio, las disposiciones de aquéllos no quedarán afectadas por las del presente artículo.

ARTICULO VIII

NAVEGACION MARITIMA Y AEREA

1. Los beneficios procedentes de la explotación, en tráfico internacional, de navíos o aeronaves sólo serán gravables en el Estado en el que esté situada la sede de dirección efectiva de la empresa.

2. Si la sede de dirección efectiva de una empresa de navegación estuviera a bordo de un navío, se considerará que se encuentra en el Estado donde esté el puerto base del navío, o, si no existiera tal puerto base, en el Estado en el que está domiciliada la persona que explota el navío.

3. Las disposiciones del párrafo 1 se aplican por analogía a las participaciones de una empresa que explota navíos o aeronaves en transporte internacional, en un grupo (pool), una explotación en común u otra agrupación internacional de explotación.

ARTICULO IX

EMPRESAS ASOCIADAS

Cuando

- a) Una empresa de un Estado participe, directa o indirectamente, en la dirección, control o capital de una empresa del otro Estado, o
- b) Unas mismas personas participen, directa o indirectamente, en la dirección, control o capital de una empresa de un Estado y de una empresa del otro Estado y, en uno y otro caso, las dos empresas estén, en sus relaciones comerciales o financieras, unidas por condiciones, exigidas y aceptadas, que difieran de las que serían acordadas por empresas independientes, los beneficios que una de las empresas habría obtenido de no existir estas condiciones y que de hecho no se han producido a causa de las mismas, se incluirán en los beneficios de esta empresa y serán gravados en consecuencia.

ARTICULO X

DIVIDENDOS

1. Los dividendos pagados por una sociedad domiciliada en un Estado a una persona domiciliada en el otro Estado son gravables en el primer Estado, según la legislación de este Estado, pero el impuesto así exigido no podrá exceder del 15 por ciento del importe bruto de los dividendos si el perceptor de los dividendos es el beneficiario efectivo de ellos.

Las disposiciones del presente párrafo no afectan a la imposición de la sociedad respecto de los beneficios con cargo a los cuales se pagan los dividendos.

2. a) Una persona domiciliada en Bolivia que recibe de una sociedad domiciliada en Francia los dividendos que le concederían un derecho a crédito de impuesto ("haber fiscal") si fueran recibidas por una persona domiciliada en Francia, tiene derecho a un pago del Tesoro francés por un monto igual a este crédito de impuesto ("haber fiscal"), sin perjuicio de la deducción del impuesto previsto en el párrafo 1.

b) Las disposiciones del inciso a) se aplican solamente a una persona domiciliada en Bolivia que es:

- i) una persona natural, o
- ii) una sociedad que posee directa o indirectamente menos del 10% del capital de la sociedad francesa que paga los dividendos.

c) Las disposiciones del párrafo a) no se aplican si el beneficiario del pago del Tesoro francés no está sujeto al impuesto en Bolivia en razón de este pago y de estos dividendos.

d) Los pagos al Tesoro francés descritos en el párrafo a) son considerados como dividendos para la aplicación del presente Convenio.

3. Una persona domiciliada en Bolivia que recibe los dividendos pagados por una sociedad domiciliada en Francia, y que no tiene derecho a un pago del Tesoro francés del que se habla en el párrafo 2, puede obtener el reembolso del descuento cuando éste ha sido efectivamente pagado por la sociedad en razón a sus dividendos. El monto bruto de descuento reembolsado es considerado como un dividendo para la aplicación del presente Convenio. El es gravable en Francia en conformidad a disposiciones del párrafo 1.

4. El término "dividendos" empleado en el presente artículo comprende:

- a) las rentas provenientes de las acciones, acciones o bonos de disfrute, de las partes de minas, de las partes de fundador u otros derechos beneficiarios, excepto los de crédito, que permitan participar en los beneficios, y
- b) otras rentas sujetas al mismo régimen fiscal que los rendimientos de las acciones por la legislación del Estado en que esté domiciliada la sociedad que las distribuya.

5. Las disposiciones de los párrafos 1, 2 y 3 no se aplican cuando el beneficiario efectivo de los dividendos, domiciliado en un Estado, ejerce en el otro Estado, donde es domiciliada la sociedad que paga los dividendos, una actividad industrial o comercial a través de un establecimiento permanente aquí situado o presta servicios independientes por medio de una base fija aquí situada con los que la participación que genera los dividendos esté vinculada efectivamente. En estos casos se aplican las disposiciones del artículo 7 o del artículo 14, según sean aplicables.

6. Cuando una sociedad domiciliada en un Estado obtenga beneficios o rentas procedentes del otro Estado, este otro Estado no puede percibir ningún impuesto sobre los dividendos pagados por la sociedad, salvo en la medida en que estos dividendos sean pagados a una persona domiciliada de este otro Estado o la participación que genere los dividendos esté vinculada efectivamente a un establecimiento permanente o a una base fija situada en este otro Estado, ni someter los beneficios no distribuidos de la

sociedad a un impuesto sobre los mismos, aunque los dividendos pagados o los beneficios no distribuidos consistan, total o parcialmente, en beneficios o rentas procedentes de este otro Estado.

ARTICULO XI

INTERESES

1. Los intereses procedentes de un Estado y pagados a una persona domiciliada en el otro Estado pueden someterse a imposición en el Estado del que procedan, y de acuerdo con la legislación de este Estado; pero el impuesto así exigido no puede exceder del 15 por ciento del importe bruto de los intereses si el receptor de los mismos es el beneficiario efectivo.

2. No obstante las disposiciones del párrafo 1, se aplicarán las siguientes reglas:

- a) Los intereses procedentes de Francia y pagados a Bolivia están exentos de impuesto francés ;
- b) Los intereses procedentes de Bolivia y pagados a las colectividades o instituciones públicas francesas están exentos del impuesto boliviano.

3. El término "intereses", empleado en el presente artículo, significa los rendimientos de créditos de cualquier naturaleza, con o sin garantías hipotecarias o cláusula de participación en los beneficios del deudor, y especialmente las rentas de fondos públicos y bonos u obligaciones, incluidas las primas y lotes unidos a estos títulos. Las penalizaciones por mora en el pago no se consideran como intereses a efectos del presente artículo.

4. Las disposiciones del párrafo 1 no se aplican si el beneficiario efectivo de los intereses, domiciliado en un Estado, ejerce en el otro Estado, del que proceden los intereses, una actividad industrial o comercial por medio de un establecimiento permanente situado en este otro Estado o presta unos servicios profesionales por medio de una base fija situada en él, con los que el crédito que genera los intereses esté vinculado efectivamente. En estos casos se aplican las disposiciones del artículo 7 o del artículo 14, según proceda.

5. Los intereses se consideran procedentes de un Estado cuando el deudor es el propio Estado, una de sus colectividades territoriales en el caso de Francia, una de las subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia, una de sus personas jurídicas de derecho público o una otra persona sea domiciliada en este Estado. Sin embargo,

cuando el deudor de los intereses, sea o no una persona domiciliada de un Estado, tenga en un Estado un establecimiento permanente o una base fija en relación con los cuales se haya contraído la deuda que dá origen al pago de los intereses y que soporten la carga de los mismos, éstos se considerarán como procedentes del Estado donde estén situados el establecimiento permanente o la base fija.

6. Cuando, por razón de las relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo de los intereses o de las que uno y otro mantengan con terceros, el importe de los intereses pagados, habida cuenta del crédito por el que se paguen, exceda del que hubieran convenido el deudor y el acreedor en ausencia de tales relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplican más que a este último importe. En este caso el exceso podrá someterse a imposición, de acuerdo con la legislación de cada Estado, teniendo en cuenta las demás disposiciones del presente Convenio.

ARTICULO XII

REGALIAS

1. Las regalías procedentes de un Estado y pagadas a una persona domiciliada del otro Estado, pueden someterse a imposición en el Estado del que procedan, de acuerdo con la legislación de este Estado; pero el impuesto así exigido no puede exceder del 15 por 100 del importe bruto de las regalías si el perceptor de las mismas es el beneficiario efectivo.

2. El término "regalías" empleado en el presente artículo significa las cantidades de cualquier clase pagadas por el uso o la concesión de uso de un derecho de autor sobre una obra literaria, artística o científica, incluidas las películas cinematográficas, el uso o concesión de una patente, marca de fábrica o de comercio, dibujo o modelo, plano, fórmula o procedimiento secreto, así como por el uso o la concesión de uso de un equipo industrial, comercial o científico, y por las informaciones relativas a experiencias industriales, comerciales o científicas.

3. Las disposiciones del párrafo 1 no se aplican si el beneficiario efectivo de las regalías, domiciliado de un Estado, ejerce en el otro Estado de donde proceden las regalías una actividad industrial o comercial por medio de un establecimiento permanente situado en este otro Estado o presta unos servicios profesionales por medio de una base fija situada en él, con los que el derecho o propiedad por los que se pagan las regalías estén vinculados efectivamente. En estos casos se aplican las disposiciones del artículo 7 o del artículo 14, según proceda.

4. Las regalías se consideran procedentes de un Estado cuando el deudor es el propio Estado, sus colectividades territoriales en el caso de Francia o las subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia o una de sus personas jurídicas de derecho público o un domiciliado de este Estado. Sin embargo, cuando el deudor de las regalías, sea o no domiciliado de un Estado, tenga en un Estado un establecimiento permanente o una base fija en relación con los cuales se haya contraído la obligación de pagar las regalías y que soporten la carga de las mismas, éstos se considerarán como procedentes del Estado donde estén situados el establecimiento permanente o la base fija.

5. Cuando, por razón de las relaciones especiales existentes entre el deudor y el beneficiario efectivo de las regalías o de las que uno y otro mantengan con terceros, el importe de las regalías pagadas, habida cuenta de la prestación por la que se pagan, exceda del que habrían convenido el deudor y el beneficiario efectivo en ausencia de tales relaciones, las disposiciones de este artículo no se aplican más que a este último importe. En este caso el exceso podrá someterse a imposición de acuerdo con la legislación de cada Estado, teniendo en cuenta las demás disposiciones del presente Convenio.

ARTICULO XIII

GANANCIAS DE CAPITAL

1. Las ganancias que una persona domiciliada en un Estado obtenga de la enajenación de bienes inmuebles conforme al párrafo 2 del Artículo 6 serán gravables en el Estado donde los bienes inmuebles estén situados.

2. Las ganancias derivadas de la enajenación de participaciones en una sociedad domiciliada en un Estado serán gravables en este Estado.

Las ganancias derivadas de la enajenación de acciones, partes u otros derechos en una sociedad u otra persona jurídica que posea bienes inmuebles situados en un Estado o derechos relativos a tales bienes, serán gravables en dicho Estado cuando estén sometidas según la legislación de este Estado, al mismo régimen fiscal que las ganancias derivadas de la enajenación de bienes inmuebles. Para la aplicación de esta disposición, no se consideran los inmuebles destinados por esta sociedad o persona jurídica a su propia explotación industrial, comercial o agrícola, o al ejercicio de una profesión independiente.

3. Las ganancias derivadas de la enajenación de bienes muebles que formen parte del activo de un

establecimiento permanente que una empresa de un Estado tenga en el otro Estado, o de bienes muebles que pertenezcan a una base fija que una persona domiciliada en un Estado posea en el otro Estado para la prestación de servicios profesionales, comprendidas las ganancias derivadas de la enajenación del establecimiento permanente (sólo o con el conjunto de la empresa) o de la base fija, serán gravables en este otro Estado.

4. Las ganancias derivadas de la enajenación de navíos o aeronaves explotadas en el tráfico internacional o de bienes muebles afectados por la explotación de estos navíos o aeronaves serán gravables sólo en el Estado donde se halla la sede de dirección efectiva de la empresa.

5. Las ganancias derivadas de la enajenación de cualquier otro bien distinto de los mencionados en los párrafos 1 a 4, sólo serán gravables en el Estado en que el transmitente está domiciliado.

ARTICULO XIV

PROFESIONES INDEPENDIENTES

1. Las rentas que una persona domiciliada en un Estado obtenga de una profesión liberal, o de otras actividades de carácter independiente, serán gravables sólo en este Estado, a menos que esta persona disponga de manera habitual en el otro Estado de una base fija para el ejercicio de sus actividades. Si dispone de base fija las rentas son gravables en el otro Estado, pero únicamente en la medida en que son imputables a esta base fija.

2. La expresión "profesión independiente" comprende, en particular, las actividades independientes científicas, literarias, artísticas, educativas o pedagógicas, así como las actividades independientes de los médicos, abogados, ingenieros, arquitectos, odontólogos y pertenecientes a las profesiones de asesoramiento económico.

ARTICULO XV

PROFESIONES DEPENDIENTES

1. Sin perjuicio de las disposiciones de los artículos 16, 18, 19 y 20, los sueldos, salarios y otras remuneraciones similares que el domiciliado de un Estado recibe a título de un empleo asalariado son gravables en este Estado a menos que el empleo sea ejercido en el otro Estado. Si el empleo se ejerce en éste, las remuneraciones recibidas son gravables en este otro Estado.

2. No obstante las disposiciones del párrafo 1, las remuneraciones obtenidas por una persona domiciliada en un

Estado por razón de un empleo ejercido en el otro Estado, sólo serán gravables en el primer Estado si:

- a) El beneficiario permanece en el otro Estado, durante un período o períodos que no excedan un total de más de 183 días durante todo el período de doce meses consecutivos, y
- b) Las remuneraciones se pagan por, o en nombre de, una persona que no está domiciliada en el otro Estado, y
- c) La carga de las remuneraciones no es apoyada por un establecimiento permanente o una base fija que el empleador tiene en el otro Estado.

3. No obstante las disposiciones precedentes del presente artículo, las remuneraciones obtenidas por razón de un empleo asalariado ejercido a bordo de un navío o aeronave explotados en tráfico internacional, serán gravables en el Estado en que se encuentre la sede de dirección efectiva de la empresa.

ARTICULO XVI

MIEMBROS DE LOS CONSEJOS DE ADMINISTRACION Y DE VIGILANCIA

Las participaciones, dietas de asistencia y otras remuneraciones similares que una persona domiciliada en un Estado obtiene como miembro de un consejo de administración o de vigilancia de una sociedad domiciliada en el otro Estado, serán gravables en este otro Estado.

ARTICULO XVII

ARTISTAS Y DEPORTISTAS

1. No obstante las disposiciones de los artículos 14 y 15, las rentas obtenidas por los profesionales del espectáculo, tales como los artistas de teatro, cine, radiodifusión o televisión y los músicos, así como por los deportistas, por sus actividades personales como tales o en grupo, serán gravables en el Estado en el que se ejerzan dichas actividades.

2. Cuando las rentas de actividades que un artista del espectáculo o un deportista ejerce personalmente y en esta calidad no se atribuyen al artista ni al deportista mismo sino a otra persona, estas rentas son gravables, no obstante las disposiciones de los artículos 7, 14 y 15, en el Estado donde se ejercen las actividades del artista o del deportista.

3. Las disposiciones de los párrafos 1 y 2 no se aplicarán cuando las actividades ejercidas en un Estado por un

artista o deportista son financiadas total o principalmente en un Estado por el otro Estado. por una de sus colectividades territoriales en el caso de Francia, o por una de sus subdivisiones políticas o administrativas en el caso de Bolivia, o por una de sus personas jurídicas de derecho público.

ARTICULO XVIII

PENSIONES

1. Sin perjuicio de las disposiciones de los párrafo 1 y 2 del artículo 19, las pensiones y otras remuneraciones similares pagadas a una persona domiciliada en un Estado por razón de un empleo anterior, sólo serán gravables en este Estado.

2. No obstante las disposiciones del párrafo 1, las pensiones y otras sumas pagadas en aplicación de la legislación sobre la seguridad social de un Estado son gravables en este Estado.

ARTICULO XIX

CAJAS PUBLICAS

1. Las remuneraciones, comprendidas las pensiones, pagadas a una persona natural por un Estado, o una de sus colectividades territoriales en el caso de Francia, o una de sus subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia, o por una de sus personas jurídicas de derecho público, sea directamente, sea por fondos que han constituido, sólo son gravables en este Estado.

2. Las disposiciones del párrafo 1 se aplican a las remuneraciones, incluidas las pensiones, pagadas a un experto o a un voluntario enviado por un Estado al otro Estado con el consentimiento de este último en el marco de un programa de cooperación entre los dos Estados, costado y financiado por fondos públicos de uno u otro Estado.

3. Las disposiciones de los artículos 15, 16 y 18 se aplican a las remuneraciones, comprendidas las pensiones, pagadas en razón de servicios rendidos en el marco de una actividad industrial o comercial ejercida por un Estado, o una de sus colectividades territoriales en el caso de Francia, o una de sus subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia, o por una de sus personas jurídicas de derecho público.

ARTICULO XX

MAESTROS, ESTUDIANTES Y OTRAS PERSONAS EN FORMACION

1. Las remuneraciones que un docente que esté domiciliado o lo haya estado inmediatamente antes, en un Estado, y que se traslada al otro Estado por un máximo de dos años a fin de ampliar estudios, o de hacer investigaciones o de ejercer una actividad docente en una universidad, escuela superior, escuela u otro centro docente, percibe por tal actividad serán gravables sólo en el primer Estado, siempre que dichas remuneraciones no procedan del otro Estado.

2. Si una persona natural ha estado domiciliada en un Estado inmediatamente antes de trasladarse al otro, y permanece en este otro Estado con carácter provisional, únicamente como estudiante de una universidad, escuela superior, escuela u otro centro docente del otro Estado, o como aprendiz; dicha persona, desde el día de su primera llegada al otro Estado, y por lo que se refiere a esta estadía, quedará exenta de imposición por parte del otro Estado.

- a) En todas las transferencias procedentes del extranjero, destinadas a su mantenimiento, educación o formación; y
- b) Durante un período total de tres años como máximo por lo que se refiere a todas las remuneraciones por trabajos realizados en el otro Estado con el sólo fin de complementar sus fondos de mantenimiento, educación o formación.

3. Si una persona natural ha estado domiciliada en un Estado inmediatamente antes de trasladarse al otro, y permanece en este segundo Estado con carácter provisional, únicamente para fines de estudio, investigación, formación o en el marco de un programa de cooperación técnica realizado por el Gobierno de un Estado, recibiendo un subsidio para su mantenimiento, o una beca de parte de una organización científica, pedagógica, o caritativa, dicha persona, por lo que se refiere a esta estadía, quedará exenta de imposición por parte del otro Estado:

- a) en dicho subsidio o beca;
- b) en todas las transferencias procedentes del extranjero, destinadas a su mantenimiento, educación o formación.

ARTICULO XXI

RENTAS NO MENCIONADAS EXPRESAMENTE

Las rentas de una persona domiciliada en un Estado no mencionadas expresamente en los artículos anteriores, sólo serán gravables en este Estado.

ARTICULO XXII

PATRIMONIO

1. El patrimonio constituido por bienes inmuebles, según se definen en el párrafo 2 del artículo 6, dará lugar a imposición en el Estado en que los bienes estén situados.

Las disposiciones del presente párrafo se aplican también al patrimonio constituido por las acciones, participaciones u otros derechos previstos en el párrafo 2 del artículo 13.

2. El patrimonio constituido por bienes muebles que formen parte del activo de un establecimiento permanente que una empresa de un Estado tiene en el otro Estado, o por bienes muebles que pertenezcan a una base fija utilizada para el ejercicio de una actividad profesional independiente, darán lugar a imposición en el Estado en que el establecimiento permanente o la base fija estén situados.

3. Los navíos y aeronaves explotados en tráfico internacional así como los bienes muebles provenientes de su explotación, sólo serán gravables en el Estado en que esté situada la sede de dirección efectiva de la empresa.

4. Todos los demás elementos del patrimonio de una persona domiciliada en un Estado sólo darán lugar a imposición en este Estado.

ARTICULO XXIII

ELIMINACION DE LA DOBLE IMPOSICION

La doble imposición se evitará de la manera siguiente:

1. En lo que se refiere a Francia:

a) Cuando una persona domiciliada en Francia obtiene renta o posee un patrimonio que, en conformidad a las disposiciones del presente Convenio son gravables sólo en Bolivia, estas rentas o este patrimonio se toman en cuenta para la determinación del impuesto francés si no están exonerados de esta última en virtud de la legislación francesa. El impuesto boliviano no es deducible de estas

rentas o de este patrimonio, pero dicha persona tiene derecho a un crédito del impuesto imputable sobre el impuesto francés.

Este derecho es igual:

i) para las rentas o el patrimonio que son gravables sólo en Bolivia al monto del impuesto francés correspondiente a estas rentas o a este patrimonio;

ii) para las rentas y el patrimonio no considerados en el inciso i), al monto del impuesto pagado en Bolivia en conformidad con las disposiciones del Convenio. Sin embargo, este crédito no puede exceder del monto del impuesto francés correspondiente a esas rentas o a ese patrimonio.

b) En lo que concierne a la aplicación de a) a las rentas previstas en los artículos 11 y 12, cuando el monto del impuesto pagado en Bolivia, en conformidad con las disposiciones de esos artículos, excede el monto del impuesto francés correspondiente a estas rentas, la persona domiciliada en Francia que recibe estas rentas puede someter su caso a la autoridad competente francesa. Si le parece que esta situación tiene por consecuencia una imposición que no es comparable a una imposición de renta neta, esta autoridad competente puede, en las condiciones que ella determine, admitir en deducción del impuesto francés sobre las otras rentas de fuente extranjera de este domiciliado, el monto no imputado del impuesto pagado en Bolivia.

2. En lo que se refiere a Bolivia:

a) En el caso de una persona domiciliada en Bolivia se excluirá de la base sobre la cual se grava el impuesto boliviano cualquier tipo de renta originada en Francia y cualquier patrimonio situado en Francia que de conformidad con este Convenio puede ser gravado en Francia. No obstante Bolivia conserva el derecho de incluir en la determinación de la alícuota aplicable los rubros de renta y patrimonio así excluidos.

b) No obstante las disposiciones del inciso a) cuando una persona domiciliada en Bolivia recibe dividendos que en conformidad con las disposiciones del artículo 10 son gravables en Francia, Bolivia concede sobre el monto del impuesto que percibe sobre estos dividendos una deducción igual al monto del impuesto pagado en Francia. Sin embargo, esta deducción no puede exceder la fracción del impuesto calculado antes de la deducción correspondiente a dichos dividendos.

ARTICULO XXIV

NO DISCRIMINACION

1. Los nacionales de un Estado no están sometidos en el otro Estado a ninguna imposición u obligación relativa a esta imposición, que sea diferente o más gravosa que a las que estén o puedan estar sometidos los nacionales de este otro Estado que se hallan en la misma situación (en particular con relación a su domicilio). La presente disposición se aplica también, no obstante las disposiciones del artículo 1, a los nacionales de uno u otro Estado que no estén domiciliados en ninguno de los Estados.

2. Un establecimiento permanente que una empresa de un Estado tenga en el otro Estado no será sometido a imposición en este Estado de manera menos favorable que las empresas de este último Estado que realicen las mismas actividades.

Esta disposición no obliga a un Estado a conceder a las personas domiciliadas en el otro Estado las deducciones personales, desgravaciones y reducciones de impuestos que otorgue a las personas domiciliadas en su territorio en consideración a su estado civil o cargas familiares.

3. A menos que las disposiciones del Artículo 9, del párrafo 6 del Artículo 11 o del párrafo 5 del Artículo 12, sean aplicables los intereses, regalías y otros gastos que una empresa de un Estado paga a una persona domiciliada en el otro Estado serán deducibles para la determinación de los beneficios gravables de esta empresa de igual manera como lo son los pagos efectuados a una persona domiciliada en el Estado primeramente nombrado. Igualmente, las deudas de una empresa de un Estado hacia una persona domiciliada en el otro Estado son deducibles para la determinación del patrimonio imponible de esta empresa en las mismas condiciones que si se hubieran contraído con una persona domiciliada en el primer Estado.

4. Las empresas de un Estado cuyo capital esté, en todo o en parte, poseído o controlado, directa o indirectamente, por una o más personas domiciliadas en el otro Estado, no serán sometidas en el Estado citado en primer lugar a ningún impuesto ni obligación relativa a esta imposición que sean distintos o más gravosos que aquéllos a los que estén o puedan estar sometidas las empresas similares del primer Estado.

5. a) Las exenciones y otros beneficios previstos por la legislación de un Estado en beneficio de este Estado, o de sus colectividades territoriales en el caso de Francia, o de sus subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia, o de sus personas jurídicas de derecho público que no ejerzan actividad industrial o comercial son aplicables en las

mismas condiciones respectivamente del otro Estado, o de sus colectividades territoriales en el caso de Francia, o de sus subdivisiones políticas y administrativas en el caso de Bolivia o de sus personas jurídicas de derecho público similares que ejerzan actividad industrial o comercial.

b) Los organismos sin fines de lucro, cualquiera que sea su denominación, creados u organizados en un Estado y que ejercen sus actividades en los campos científico, artístico, cultural, educativo o de caridad, se benefician en el otro Estado en las condiciones previstas por la legislación de este otro Estado, de las exoneraciones u otras ventajas acordadas en materia impositiva sobre las donaciones o sucesiones, a las entidades de la misma naturaleza creadas u organizadas en este otro Estado. Sin embargo, estas exoneraciones u otras ventajas serán aplicables sólo si éstos organismos se benefician de exoneraciones o beneficios análogos en el primer Estado.

6. Las disposiciones del presente artículo se aplican, no obstante las disposiciones del artículo 2, a los impuestos de toda naturaleza o denominación.

ARTICULO XXV

PROCEDIMIENTO AMISTOSO

1. Cuando una persona considere que las medidas tomadas por un Estado o por los dos Estados involucra o involucrará para ella una imposición no conforme a las disposiciones del presente Convenio, puede independientemente de los recursos previstos por el derecho interno de estos Estados, someter su caso a la autoridad competente del Estado en el que está domiciliada o, si su caso se refiere al párrafo 1 del artículo 24, a la del Estado del que posee la nacionalidad. Si no está domiciliada en ninguno de los dos Estados, puede recurrir indiferentemente a uno u otro de estos Estados. El caso debe ser presentado en los tres años que siguen a la primera notificación de la medida que involucra una imposición no conforme a las disposiciones del Convenio.

2. La autoridad competente se esforzará, si el reclamo le parece fundado y si ella misma no está en capacidad de dar una solución satisfactoria, en resolver el caso a través de un acuerdo amistoso con la autoridad competente del otro Estado, a fin de evitar una imposición no conforme con el Convenio.

3. Las autoridades competentes de los Estados se esforzarán a través de un acuerdo amistoso, a resolver las dificultades o disipar las dudas a las que puedan dar lugar la interpretación o aplicación del Convenio. También pueden ponerse de acuerdo para eliminar la doble imposición en los casos no previstos por el Convenio.

4. Las autoridades competentes de los Estados pueden comunicarse directamente entre ellas para llegar a un acuerdo como se indica en los párrafos precedentes. Si intercambios de opinión orales parecen facilitar este acuerdo, estos intercambios de opinión pueden tener lugar en el seno de una Comisión compuesta de representantes de las autoridades competentes de los Estados.

5. Las autoridades competentes de los Estados pueden reglamentar de común acuerdo las modalidades de aplicación del Convenio, y particularmente las formalidades que deben cumplir los domiciliados en un Estado para obtener, en el otro Estado, las reducciones o exoneraciones de impuesto y otros beneficios fiscales previstos por el Convenio. Estas formalidades pueden comprender la presentación de un certificado de domicilio indicando en particular la naturaleza y el monto o valor de las rentas o del patrimonio involucrados y comprendiendo la certificación de los servicios fiscales del primer Estado.

ARTICULO XXVI

INTERCAMBIO DE INFORMACION

1. Las autoridades competentes de los Estados intercambiarán las informaciones necesarias para la aplicación de las disposiciones del presente Convenio. Las informaciones recibidas por un Estado serán mantenidas en reserva del mismo modo que las informaciones obtenidas en aplicación de la legislación interna de este Estado, y sólo serán comunicadas a las personas o autoridades (comprendidos los tribunales y órganos administrativos) concernidos para el establecimiento o la recolección de impuestos previstos por el Convenio, por los procedimientos a acciones legales referentes a estos impuestos o por las decisiones sobre los recursos relativos a estos impuestos. Estas personas o autoridades utilizarán estas informaciones sólo para estos fines. Pueden presentar estas informaciones en el curso de audiencias públicas de tribunales y en juicios.

2. En ningún caso, las disposiciones del párrafo 1 obligan a un Estado a:

- a) adoptar medidas administrativas contrarias a su legislación o práctica administrativa o a las del otro Estado;
- b) suministrar información que no se pueda obtener sobre la base de su propia legislación o práctica administrativa normal o de las del otro Estado ;
- c) transmitir informaciones que revelen un secreto comercial, industrial, o profesional o un procedimiento comercial o industrial, o informaciones cuya comunicación sea contraria al orden público.

ARTICULO XXVII

AGENTES DIPLOMATICOS Y FUNCIONARIOS CONSULARES

1. Las disposiciones del presente Convenio no afectan a los privilegios fiscales de los que se benefician los miembros de las misiones diplomáticas y sus domésticos privados, los miembros de las funciones consulares, o los miembros de las delegaciones permanentes ante organizaciones internacionales, en virtud de las reglas generales del derecho internacional o de disposiciones de acuerdos particulares.

2. No obstante las disposiciones del artículo 4, los miembros de una misión diplomática, oficina consular o de una delegación permanente que un Estado mantenga en el otro, o en un tercer Estado, así como sus domésticos privados, se considerarán como domiciliadas en el Estado que envía si poseen la nacionalidad de éste, y allí están sometidos a la imposición sobre la renta y sobre el patrimonio de la misma manera que las personas domiciliadas en dicho Estado.

3. El Convenio no se aplica a las organizaciones internacionales, a sus órganos o a sus funcionarios, ni a las personas que sean miembros de una misión diplomática o consular o de una delegación permanente de un tercer Estado, si se hallan en el territorio de un Estado y no son tratados como domiciliados en uno u otro Estado en materia de impuestos sobre la renta o sobre el patrimonio.

ARTICULO XXVIII

ENTRADA EN VIGOR

1. Cada uno de los Estados notificará al otro el cumplimiento de los procedimientos requeridos en lo que se refiere a la entrada en vigor del presente Convenio. Este entrará en vigor el primer día del segundo mes luego del día de recepción de la última de estas notificaciones.

2. Las disposiciones del Convenio se aplicarán:

a) en Francia:

- i) En lo que se refiere a los impuestos percibidos por vía de retención en la fuente, a las sumas gravables a partir de la fecha de entrada en vigor del Convenio;
- ii) En lo que se refiere a los otros impuestos sobre la renta, a las rentas realizadas durante los años civiles posteriores al año en el cual el Convenio ha entrado en vigor o referente a los ejercicios

contables abiertos en el curso de estos años civiles:

iii) En lo que se refiere a los impuestos sobre el patrimonio, al patrimonio poseído al 1^o de enero del año siguiente al de la entrada en vigor del Convenio o después de esta fecha.

b) en Bolivia:

i) Las disposiciones del Convenio se aplicarán, a los impuestos establecidos por períodos fiscales anuales a partir del 1^o de enero del año siguiente a la entrada en vigor del Convenio

ii) En lo que se refiere a los otros impuestos, a partir de la fecha de entrada en vigor del Convenio.

ARTICULO XXIX

DENUNCIA

1. El presente Convenio permanecerá en vigor sin límite de tiempo. Sin embargo, a partir del quinto año civil siguiente al de su entrada en vigor, cada uno de los Estados podrá mediante un preaviso mínimo de seis meses notificado por vía diplomática, denunciarlo para el fin de un año civil.

2. En este caso, las disposiciones del Convenio se aplicarán por última vez:

a) en Francia:

i) En lo que se refiere a los impuestos percibidos por vía de retención en la fuente, a las sumas gravables en relación al año civil a cuya conclusión la denuncia haya sido notificada;

ii) En lo que se refiere a los otros impuestos sobre la renta, a las rentas realizadas durante el año civil a cuya conclusión haya sido notificada la denuncia o referentes al ejercicio contable cerrado en el curso de este año;

iii) En lo que se refiere a los impuestos sobre el patrimonio, al patrimonio poseído al 1^o de enero del año civil a cuya conclusión la denuncia haya sido notificada.

b) en Bolivia:

i) En lo que se refiere a los impuestos establecidos por períodos fiscales anuales en los períodos

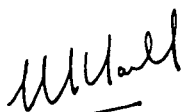
fiscales que expiren inmediatamente después del año civil para el fin del cual la denuncia haya sido notificada.

- ii) En lo referente a los otros impuestos, el 31 de diciembre del año civil para el fin del cual la denuncia haya sido notificada.

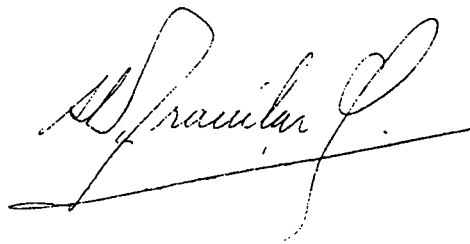
En fe de lo cual los firmantes, debidamente autorizados para este efecto, han suscrito el presente Convenio.

HECHO en la ciudad de La Paz, a los quince días del mes de diciembre de 1994 años, en doble ejemplar en idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno
de la República de Francia:



Por el Gobierno
de la República de Bolivia:



PROTOCOLO

El Gobierno de la República de Bolivia y el Gobierno de la República Francesa al suscribir el Convenio entre ambos Gobiernos para evitar las dobles imposiciones en materia de impuestos sobre la renta y sobre el patrimonio, han acordado las disposiciones siguientes que son parte integrante del Convenio:

1. Este Convenio no se opone a los respectivos sistemas fiscales de los Estados y en especial al sistema tributario boliviano fundado en la fuente y al sistema fiscal francés fundado en el domicilio y en la renta mundial.

2. A efectos del presente Convenio, en el artículo 3 el término Francia no comprende a las colectividades territoriales de la República Francesa que no sean sus Departamentos europeos y de Ultramar.

3. En lo que se refiere al artículo 6 cuando la propiedad de acciones, partes u otros derechos dentro de una sociedad o de otra persona jurídica, dá al propietario el usufructo de bienes inmobiliarios situados dentro de un Estado y poseidos o por esta sociedad o esta persona jurídica, las rentas obtenidas por la utilización directa, por el alquiler o por cualquier otra forma de usufructo, uso de este derecho, es gravable en este Estado.

4. En lo que se refiere al artículo 7:

a) A una obra de construcción, instalación o montaje sólo se le podrán imputar en el Estado en el que se encuentre el establecimiento permanente los beneficios que sean resultado de tales actividades. Los beneficios obtenidos como consecuencia de suministros de mercancías del establecimiento permanente principal o de otro establecimiento permanente de la empresa o de una tercera persona relacionados con dichas actividades o realizados con independencia de las mismas, no serán imputados a la obra de construcción, instalación o montaje;

b) Los ingresos obtenidos como consecuencia de actividades de planificación, proyección, construcción o investigación y servicios técnicos realizadas en un Estado por un domiciliado del mismo y relacionados con un establecimiento permanente mantenido en el otro Estado, no se imputarán a este establecimiento permanente;

5. En lo que se refiere a los artículos 10, 11 y 12, si en un convenio o un Acuerdo entre Bolivia y un tercer Estado que es miembro de la Organización de Cooperación y Desarrollo Económicos, Bolivia limita la imposición a la fuente de los dividendos, intereses o regalías acordando tasas más bajas (incluyendo las tasas nulas) o campos de aplicación reducidos en relación a las tasas o a los campos de aplicación previstos en el presente Convenio para las mismas categorías de rentas, las mismas tasas o campos de aplicación reemplazarán automáticamente a las tasas o los campos de aplicación previstos por el presente Convenio a partir de la fecha de entrada en vigor del Convenio o Acuerdo entre Bolivia y el tercer Estado.

6. En lo que se refiere al párrafo 2. del artículo 12, las remuneraciones pagadas por servicios técnicos, incluyendo análisis o estudios de naturaleza científica, geológica o técnica, para trabajos de ingeniería incluyendo los planes relacionados, o para servicios de consulta o control, no son consideradas como remuneraciones pagadas por informaciones relacionadas a una experiencia adquirida en el campo industrial, comercial o científico, sino como rentas a las que se aplican las disposiciones del artículo 7 o del artículo 14, según los casos.

7. En lo que concierne al párrafo 1 del artículo 23, queda entendido que en materia de impuestos sobre el ingreso, la expresión "monto del impuesto francés correspondiente a estos ingresos o a esta fortuna" designa:

a) al producto del monto de los ingresos netos considerados por la tasa de cambio que les es efectivamente aplicada, en los casos en los que el impuesto debido a título de estos ingresos es calculado por aplicación de una tasa de cambio proporcional;

b) al producto del monto de los ingresos netos considerados por la tasa de cambio resultante de la relación entre el impuesto efectivamente debido a título de ingreso neto global imponible según la legislación francesa y el monto de este ingreso, en los casos en los que el impuesto debido a título de estos ingresos es calculado por aplicación de una tabla progresiva.

Esta interpretación se aplica por analogía en materia de impuestos sobre la fortuna.

8. En lo que concierne al párrafo 1 del artículo 24, queda entendido que una persona física o moral, sociedad de personas o asociación que está domiciliada dentro de un Estado contratante no se encuentra en la misma situación que una persona física o moral, sociedad de personas o asociación que no está domiciliada dentro de este Estado; y que, en este caso, las disposiciones de este párrafo no son aplicables aún si, tratándose de personas morales, sociedades de personas y asociaciones, estas entidades son

consideradas, en aplicación del inciso f) del párrafo 1 del artículo 3, como nacionales del Estado contratante en el que están domiciliadas.

9. a) En lo que concierne al artículo 24 y al punto 5 del presente Protocolo, si algún otro Acuerdo, Tratado o Convenio entre Francia y Bolivia comporta una cláusula de la nación más favorecida, queda entendido que sólo las disposiciones del presente Convenio, haciendo exclusión de tales cláusulas, son aplicables en materia fiscal.

b) Queda entendido que las disposiciones del artículo 4 del Acuerdo entre el Gobierno de la República francesa y el Gobierno de la República de Bolivia sobre el incentivo y la protección recíprocas a las inversiones, firmado el 25 de octubre de 1989, no son aplicables en materia fiscal.

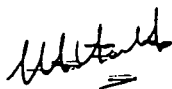
10. Las disposiciones del Convenio no se oponen a la aplicación en Francia:

a) del artículo 212 del Código General de Impuestos o de otras disposiciones similares que se substituirían a las de este artículo;

b) de las disposiciones de la legislación francesa según las cuales, para la determinación de los beneficios imponibles de las empresas domiciliadas en Francia, los beneficios de los establecimientos estables o de las filiales en el extranjero son tomados en cuenta dentro del marco de un régimen que prevé la deducción de los déficits o la eliminación de las dobles impositiciones.

Hecho en la ciudad de La Paz a los quince días del mes de diciembre de 1994 años, en doble ejemplar en idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno
de la República de Francia:



Por el Gobierno
de la República de Bolivia:



[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF BOLIVIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND CAPITAL

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bolivia,

Desiring to conclude a convention for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and capital,

Have agreed as follows:

Article 1. PERSONAL SCOPE

This Convention shall apply to persons domiciled in one or both States.

Article 2. TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and capital imposed on behalf of a State, its territorial authorities (in the case of France) or its political and administrative subdivisions (in the case of Bolivia), irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amount of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax (“l’impôt sur le revenu”);
 - (ii) The corporation tax (“l’impôt sur les sociétés”);
 - (iii) The wealth tax (“l’impôt de solidarité sur la fortune”);
 - (iv) The tax on wages (“la taxe sur les salaires”);
- (hereinafter referred to as “French tax”);

(b) In the case of Bolivia:

- (i) The complementary value-added tax scheme (“el regimen complementario al impuesto al valor agregado: RC-IVA”);
- (ii) The tax on the assessed income of enterprises (“el impuesto a la renta presunta de empresas: IRPE”);
- (iii) The tax on the assessed income of property owners (“el impuesto a la renta presunta de propietarios de bienes: IRPPB”);

¹ Came into force on 1 November 1996 by notification, in accordance with article 28.

- (iv) The tax on transactions (“el impuesto a las transacciones: IT”);
 - (v) The tax on hydrocarbon production profits (“el impuesto a las utilidades obtenidas de la explotación de hidrocarburos”);
- (hereinafter referred to as “Bolivian tax”).

4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of substantial changes which have been made in their respective taxation laws.

Article 3. GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - (a) The terms “a State” and “the other State” mean France or Bolivia, as the case may be;
 - (b) The term “person” includes an individual, a company and any other body of persons;
 - (c) The term “company” means any body corporate or any entity which is treated as a body corporate for tax purposes;
 - (d) The terms “enterprise of a State” and “enterprise of the other State” mean respectively an enterprise carried on by a person domiciled in a State and an enterprise carried on by a person domiciled in the other State;
 - (e) The term “international traffic” means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise which has its place of effective management in a State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other State;
 - (f) The term “nationals” means:
 - (i) All individuals possessing the nationality of a State;
 - (ii) All legal persons, partnerships and associations deriving their status as such from the legislation in force in a State;
 - (g) The term “competent authority” means:
 - (i) In the case of France, the Minister in charge of the budget or his authorized representative;
 - (ii) In the case of Bolivia, the Minister of Finance or his authorized representative.
2. As regards the application of the Convention by a State, any term or expression not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning which it has under the law of that State concerning the taxes to which the Convention applies.

Article 4. RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, a person is domiciled in a State when, under the laws of that State, that person is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, habitual abode, place of management or any other criterion of a similar nature.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is domiciled in both States, his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be domiciled in the State in which he has a permanent home available to him; if the person has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be domiciled in the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which the person has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be domiciled in the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be domiciled in the State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is domiciled in both States, it shall be deemed to be domiciled in the State where its place of effective management is situated. This provision is applicable in particular to associations of persons and other groups of persons considered as bodies corporate for reasons of taxation.

Article 5. PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term “permanent establishment” means a fixed place of business through which an industrial or commercial activity is carried out with the aim of making a profit.

2. The term “permanent establishment” includes, in particular:

(a) An office or a place of management or administration;

(b) A branch or agency;

(c) An industrial or assembly plant, factory or workshop or an agricultural establishment;

(d) A mine, quarry or any other place of extraction of natural resources;

(e) A construction or assembly project, only if it continues for a period of more than six months.

3. A person acting in a State on behalf of an enterprise of the other State shall be considered as having a permanent establishment in the first State if the person has and habitually exercises in that State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, unless the activities of such person are limited to the purchase of goods and merchandise for the enterprise.

4. The term “permanent establishment” shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information for the enterprise;

(c) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on activities relating to publicity, the supply of information or scientific

research or the conduct of similar activities of a preparatory or auxiliary character, provided such activities are carried out on behalf of the enterprise itself.

5. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

6. The fact that a company domiciled in a State controls or is controlled by a company domiciled in the other State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise) shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6. INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived from immovable property shall be taxable in the State in which such property is situated.

2. The term “immovable property” shall have the meaning which it has under the law of the State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as a consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7. BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a State carries on business in the other State through a permanent establishment situated therein, there shall in each State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In the determination of the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the business of the permanent establishment including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase of merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

Article 8. SHIPPING AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. If the place of effective management of a shipping enterprise is aboard a ship, then it shall be deemed to be situated in the State in which the home harbour of the ship is situated, or, if there is no such home harbour, in the State in which the operator of the ship is domiciled.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a group (pool), a joint business or an international operating agency.

Article 9. ASSOCIATED ENTERPRISES

Where:

(a) An enterprise of a State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other State, or

b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a State and an enterprise of the other State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but by reason of those conditions have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

Article 10. DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company domiciled in a State to a person domiciled in the other State may be taxed in the former State and according to the laws of that State; however, the tax thus charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the dividends if the person receiving the dividends is the beneficial owner thereof.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits which pay the dividends.

2. (a) A person domiciled in Bolivia who receives from a company domiciled in France dividends which, if received by a person domiciled in France, would entitle such person to a fiscal credit (*avoir fiscal*), shall be entitled to a payment from the French Treasury equal to such fiscal credit (*avoir fiscal*), subject to the deduction of the tax referred to in paragraph 1.

(b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to a person domiciled in Bolivia who is:

- (i) An individual; or
- (ii) A company which owns directly or indirectly less than 10 per cent of the share capital of the French company which pays the dividends.

(c) The provisions of subparagraph (a) shall not apply if the person receiving the payment from the French Treasury is not subject to Bolivian tax in respect of these dividends and of this payment.

(d) Payments from the French Treasury provided for in subparagraph (a) shall be deemed to be dividends for the purposes of this Convention.

3. A person domiciled in Bolivia who receives dividends paid by a company domiciled in France, and who is not entitled to the payment from the French Treasury referred to in paragraph 2, may obtain a refund of the prepayment (*précompte*) in respect of such dividends, insofar as it has effectively been paid by the company. The gross amount of the prepayment (*précompte*) refunded shall be deemed to be dividends for the purposes of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 1.

4. The term “dividends” as used in this article means income from shares, “jouissance” shares or “jouissance” rights, mining shares, founders’ shares or other rights, not being debt-claims or income subjected to the same distribution treatment by the tax laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, domiciled in a State, carries on business in the other State in which the company paying the dividends is domiciled, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Where a company domiciled in a State derives profits or income from the other State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a person domiciled in that other State, or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, or subject the company’s undistributed profits to a tax on the company’s undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11. INTEREST

1. Interest arising in a State and paid to a person domiciled in the other State may be taxed in the State in which it arises and according to the laws of that State; however, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the interest if the recipient is the beneficial owner thereof.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1:

(a) Interest arising in France and paid to the Bolivian State shall be exempted from French tax;

(b) Interest arising in Bolivia and paid to French authorities or public institutions shall be exempted from Bolivian tax.

3. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article.

4. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the interest domiciled in a State carries on business in the other State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with it. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Interest shall be deemed to arise in a State when the payer is that State itself, a territorial authority (in the case of France), one of the State's political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia), one of their public law corporations or another person domiciled in that State. Where, however, the person paying the interest, whether domiciled in a State or not, has in a State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner, or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12. ROYALTIES

1. Royalties arising in a State and paid to a person domiciled in the other State may be taxed in the State in which they arise and according to the laws of that State; however, the tax so charged shall not exceed 15 per cent of the gross amount of the royalties if the recipient is the beneficial owner thereof.

2. The term “royalties” as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial, or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties domiciled in a State carries on business in the other State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with it. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

4. Royalties shall be deemed to arise in a State when the payer is that State itself, a territorial authority (in the case of France), one of the State’s political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia), one of their public law corporations or another person domiciled in that State. Where, however, the person paying the royalties, whether domiciled in a State or not, has in a State a permanent establishment or a fixed base connected with the entitlement or the property generating the royalties, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

5. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner, or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall be taxable according to the laws of each State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13. CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a person domiciled in a State from the alienation of immovable property as defined in article 6, paragraph 2, may be taxed in the State in which such immovable property is situated.

2. Gains from the alienation of shares, stock or other rights in a company or a public law corporation holding immovable property situated in a State or holding rights to such property may be taxed in that State when they are subjected, under the legislation of that State, to the same tax regime as gains arising from the alienation of immovable property. For the application of this provision, immovable property assigned by that company or public law corporation for its own industrial, commercial or agricultural activities or for individual personal services shall not be taken into consideration.

3. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a State has in the other State or of movable property pertaining to a fixed base available to a person domiciled in a State in the other State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent

establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other State.

4. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

5. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall be taxable only in the State in which the alienator is domiciled.

Article 14. INDEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Income derived by a person domiciled in a State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State, unless that person has a fixed base regularly available to him in the other State for the purpose of performing his activities. If the person has such a fixed base, the income may be taxed in the other State, but only so much of it as is attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15. DEPENDENT PERSONAL SERVICES

1. Subject to the provisions of articles 16, 18, 19 and 20, salaries, wages and other similar remuneration derived by a person domiciled in a State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a person domiciled in a State in respect of an employment exercised in the other State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any period of twelve consecutive months; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not domiciled in the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic may be taxed in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 16. MEMBERS OF BOARDS OF DIRECTORS AND SUPERVISORY BODIES

Directors' fees and similar payments derived by a person domiciled in a State in his capacity as a member of the board of directors or supervisory body of a company domiciled in the other State may be taxed in that other State.

Article 17. INCOME EARNED BY ENTERTAINERS AND ATHLETES

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a person as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities may be taxed in the State in which such activities are exercised.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply when the activities exercised in a State by an entertainer or athlete are financed wholly or principally by the other State, a territorial authority (in the case of France), one of the State's political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia) or one of their public law corporations.

Article 18. PENSIONS

1. Subject to the provisions of article 19, paragraphs 1 and 2, pensions and other similar remuneration paid to a person domiciled in a State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a State may be taxed in that State.

Article 19. GOVERNMENT REMUNERATION

1. Remuneration, including pensions, paid to an individual by a State, a territorial authority (in the case of France), one of the State's political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia) or one of their public law corporations either directly or out of funds created by them shall be taxable only in that State.

2. The provisions of paragraph 1 shall apply to remuneration, including pensions, paid to an expert or volunteer sent by a State to the other State with the consent of the latter as part of a programme of cooperation between the two States, financed by public funding from one or the other State.

3. The provisions of articles 15, 16 and 18 shall apply to remuneration, including pensions, paid in compensation for services rendered in connection with an industrial or commercial activity carried on by the State, a territorial authority (in the case of France), one of the State's political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia), or one of their public law corporations.

Article 20. TEACHERS, STUDENTS AND APPRENTICES

1. Remuneration which a teacher who is domiciled in a State or was domiciled there immediately before going to the other State and who resides in that other State for a maximum period of two years in order to undergo further training, conduct research or exercise teaching activities receives in connection with such activities shall be taxable only in the first State, provided such remuneration does not arise from the other State.

2. When an individual who had been domiciled in a State immediately before going to the other State temporarily visits that other State solely as a student or pupil at a university, secondary school, school or other teaching establishment, or as an apprentice, that person shall be exempted from tax in that other State from the date of his arrival in that State:

(a) In the amount arising from outside the country and intended to cover his maintenance, studies or training;

(b) For a period not to exceed three years, in the amount of remuneration received by that person for services rendered in that other State with the sole aim of supplementing the resources available for his maintenance, studies or training.

3. When an individual who had been domiciled in a State immediately before going to the other State, and who temporarily visits that other State solely for the purpose of studies, research or training or as part of a technical cooperation programme implemented by a State, receives a maintenance allowance or a grant from a scientific, educational or charitable organization, such person shall be exempted from tax in the State which he is visiting:

(a) In the amount of such allowance or grant;

(b) In the amount of funds arising from outside the country and intended to cover maintenance, studies or training.

Article 21. INCOME NOT SPECIFICALLY MENTIONED

Items of income of a person domiciled in a State not specifically dealt with in the preceding articles of this Convention shall be taxable only in that State.

Article 22. CAPITAL

1. Capital represented by immovable property as defined in article 6, paragraph 2, may be taxed in the State in which such property is situated. The provisions of this paragraph shall also apply to capital represented by shares, stocks or other rights covered by article 13, paragraph 2.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a State has in the other State or by movable property pertaining to a fixed base available to a person domiciled in a State in the other State for the purpose of performing independent personal services, may be taxed in that other State.

3. Capital of an enterprise represented by ships and aircraft operated in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft shall be taxable only in the State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

4. All other elements of capital of a person domiciled in a State shall be taxable only in that State.

Article 23. ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

Double taxation shall be eliminated as follows:

1. In the case of France:

(a) When a person domiciled in France is the beneficiary of income or holds capital which under the provisions of this Convention is taxable or is only taxable in Bolivia, such income or capital shall be taken into consideration for the calculation of French tax if it is not exempted from such tax under French domestic law. Bolivian tax shall not be deductible from such income or capital, but the person shall be entitled to a tax credit against French tax. Such credit shall be equal to:

- (i) For income or capital which is not taxable in Bolivia, the amount of the corresponding French tax on such income or capital;
- (ii) For income or capital not covered in (i), the amount of tax paid in Bolivia under the provisions of the Convention; such credit shall not, however, exceed the amount of the corresponding French tax on such income or capital.

(b) With regard to the application of subparagraph (a) to the income referred to in articles 11 and 12, a person domiciled in France who benefits from such income may, where the amount of the tax paid in Bolivia in accordance with the provisions of these articles exceeds the amount of the corresponding French tax on such income, submit his case to the competent French authority. If it deems that such a situation results in taxation which is not comparable to taxation of net income, the competent authority may, on the conditions it specifies, allow as a deduction from the French tax on other income derived from foreign sources by that person the non-credited amount of the tax paid in Bolivia.

2. In the case of Bolivia:

(a) In the case of a person domiciled in Bolivia, any element of income arising in France and any element of capital situated in France which under the provisions of the Convention are taxable in France shall be excluded from the Bolivian tax base. However, Bolivia shall retain the right to take into consideration the elements of income or capital thus excluded in determining the applicable rate.

(b) Notwithstanding the provisions of subparagraph (a), when a person domiciled in Bolivia receives dividends which under the provisions of article 10 may be taxed in France, Bolivia shall, if applicable, allow as a deduction from the amount of the tax it levies on such dividends an amount equal to the tax paid in France. This deduction shall, however, not exceed the portion of tax calculated prior to deductions corresponding to these dividends received in France.

Article 24. NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a State shall not be subjected in the other State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with regard to domicile, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to nationals of one or the other State who are not domiciled in either of the two States.

2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a State has in the other State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a State to grant to persons domiciled in the other State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to persons domiciled in its own territory.

3. Except where the provisions of article 9 or article 11, paragraph 6, or article 12, paragraph 5, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a State to a person domiciled in the other State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a person domiciled in the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a State to a person domiciled in the other State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a person domiciled in the first-mentioned State.

4. Enterprises of a State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more persons domiciled in the other State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

5. (a) Exemptions and other advantages provided by the legislation of a State for that State, its territorial authorities (in the case of France), its political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia), or their public law corporations not carrying on a business, shall be applicable in the same circumstances respectively to the other State, its territorial authorities (in the case of France), its political or administrative subdivisions (in the case of Bolivia), or their public law corporations not carrying on a business.

(b) Non-profit bodies, whatever their designation, established or organized in a State and carrying on their activities in the scientific, artistic, cultural, educational or charitable fields shall enjoy in the other State, in the conditions provided in the legislation of such other State, the exemptions and other advantages regarding gift and estate taxes granted to entities of the same kind established or organized in that other State. However, such exemptions or other advantages shall be applicable only if such bodies enjoy similar exemptions or advantages in the first-mentioned State.

6. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 25. MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the State in which he is domiciled or, if his case comes under article 24, paragraph 1, to that of the State of which he is a national. If the person is not domiciled in either State, he may seize either authority. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention.

3. The competent authorities of the States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the States may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of representatives of the competent authorities of the States.

5. The competent authorities of the States may settle, by agreement, the mode of application of the Convention and, in particular, the requirements to which persons domiciled in a State shall be subjected in order to obtain, in the other State, the tax reliefs or exemptions and other tax advantages provided for by the Convention. Such requirements may include the submission of a proof-of-domicile form indicating, in particular, the nature and amount or value of the income or capital in question, certified by the internal revenue services of the first-mentioned State.

Article 26. EXCHANGE OF INFORMATION

1. The competent authorities of the States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention. Any information received by a State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State, and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

Article 27. DIPLOMATIC AGENTS AND CONSULAR OFFICERS

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions and their private domestic staff, members of consular posts or members of permanent delegations to international organizations under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, individuals who are members of a diplomatic mission, consular post or permanent delegation of a State situated in the other State or in a third State, as well as their private domestic staff, shall be considered, under this Convention, to be domiciled in the sending State, provided

that they are subjected in that State to the same tax obligations for their entire income and capital as are persons domiciled in that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, their organs and officials, or to persons who are members of a diplomatic mission or consular post or permanent delegation of a third State when they are in the territory of a State and are not subjected to the same obligations as persons domiciled in one or the other State for income and capital taxes.

Article 28. ENTRY INTO FORCE

1. Each State shall notify the other of the completion of the procedures required by its laws for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the day on which the later of these notifications is received.

2. The provisions of this Convention shall apply:

(a) In France:

- (i) In respect of taxes withheld at the source, to amounts which may be taxed following the date of entry into force of the Convention;
- (ii) In respect of other taxes on income, to income derived during the calendar years following that of the entry into force of the Convention or relating to the fiscal years which begin during such calendar years, as the case may be;
- (iii) In respect of tax on capital, to capital owned on 1 January of the year following that of the entry into force of the Convention, or after that date;

(b) In Bolivia:

- (i) In respect of taxes levied for annual fiscal years, as from 1 January of the year following that of the entry into force of the Convention;
- (ii) In respect of other taxes, as from the date of entry into force of the Convention.

Article 29. TERMINATION

1. This Convention shall remain in force without any limit on its length of validity. However, as from the fifth calendar year following that of its entry into force, each State may, by giving at least six months' notice through the diplomatic channel, terminate it with effect at the end of the current calendar year.

2. In such case, the provisions of the Convention shall apply for the last time:

(a) In France:

- (i) In respect of taxes withheld at the source, to amounts which may be taxed in respect of the calendar year at the end of which the termination is to take effect;
- (ii) In respect of other taxes on income, to income derived during the calendar year at the end of which the termination is to take effect, or relating to the fiscal year which ends during that year, as the case may be;
- (iii) In respect of tax on capital, to capital owned on 1 January of the calendar year at the end of which the termination is to take effect;

(b) In Bolivia:

- (i) In respect of taxes levied for annual fiscal years, to the fiscal years ending immediately after 31 December of the calendar year at the end of which the termination is to take effect;
- (ii) In respect of other taxes, on 31 December of the calendar year at the end of which the termination is to take effect.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at La Paz, on 15 December 1994, in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

JEAN-MICHEL MARLAUD

For the Government
of the Republic of Bolivia:

ANTONIO ARANIBAR QUIROGA

PROTOCOL

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bolivia, at the time of the signature of the Convention between the two Governments for the avoidance of double taxation with respect to taxes on income and capital, have agreed to the following provisions, which shall be an integral part of the Convention.

1. This Convention is in keeping with the respective tax systems of the two States, i.e., with the French tax system based on the concepts of domicile and total income, and with the Bolivian tax system based on the concept of source.

2. As regards article 3, the term "France" shall not include, for the purposes of this Convention, the French overseas territories (*territoires d'outre-mer*) and the territorial collectivities of Mayotte and Saint-Pierre and Miquelon.

3. As regards article 6, when ownership of shares, stock or other rights in a company or a public law corporation give the owner "jouissance" of immovable property situated in a State and held by such company or public law corporation, the income which the owner derives from the direct use, rental or use in any other form of such a right of "jouissance" may be taxed in that State.

4. As regards article 7:

(a) In the State where the permanent establishment is situated, only the profits derived from such activities may be attributable to construction, installation or assembly projects. Profits deriving from the provision of merchandise by the enterprise headquarters, by another establishment of that enterprise or by a third party, irrespective of whether they are related to such activities or are made independently of them, may not be attributed to the construction, installation or assembly project;

(b) Income derived from activities concerning plans, projects, construction, research or technical services which are carried out in a State and which are related to a permanent establishment situated in the other State may not be attributed to such a permanent establishment.

5. As regards articles 10, 11 and 12, if in a convention or agreement between Bolivia and a third State which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development Bolivia limits taxation at source of dividends, interest or royalties by agreeing to lower rates (including zero rates) or to narrower applicability than the rates or applicability for which provision is made in this Convention for the same categories of income, then the same rates or applicability shall automatically replace the rates or applicability provided by this Convention, as from the date of entry into force of the convention or agreement between Bolivia and the third State.

6. As regards article 12, paragraph 2, remuneration paid for technical services, including analyses or studies of a scientific, geological or technical nature, for engineering works, including plans related thereto, or for consulting or supervisory work shall not be considered as paid remuneration for information related to experience obtained in the industrial, commercial or scientific fields, but as income to which the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall be applicable.

7. As regards article 23, paragraph 1, it is understood that the term "amount of the corresponding French tax on such income" shall mean:

(a) When the tax due in respect of such income is calculated by applying a proportional rate, the product of the amount of net income considered and the rate effectively applied thereto;

(b) When the tax due in respect of such income is calculated by applying a graduated scale, the product of the amount of net income considered and the rate derived from the ratio of the tax effectively due in respect of taxable total net income under French legislation to the amount of such total net income.

This interpretation shall apply *mutatis mutandis* to the term “amount of the corresponding French tax on such capital”.

8. As regards article 24, paragraph 1, it is understood that an individual or legal person, partnership or association which is domiciled in a State is not in the same circumstances as an individual or legal person, partnership or association which is not domiciled in that State; and that, in such a case, the provisions of that paragraph 1 are not applicable even if, as regards legal persons, partnerships or associations, such entities are considered, in application of article 3, paragraph 1 (f), as nationals of the State in which they are domiciled.

9. (a) As regards article 24 and point 5 of this protocol, if another agreement, treaty or convention between France and Bolivia includes a most-favoured-nation clause, it is understood that only the provisions of this Convention, to the exclusion of such clauses, shall be applicable with regard to taxation.

(b) It is understood that the provisions of article 4 of the Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Bolivia on the reciprocal promotion and protection of investments, signed on 25 October 1989,¹ shall not be applicable with regard to taxation.

10. The provisions of the Convention shall in no way prevent the application by France of:

(a) Article 212 of its General Tax Code, or other similar provisions which may replace that article;

(b) The provisions of French legislation according to which, in determining the taxable profits of enterprises domiciled in France, the profits of permanent establishments or foreign subsidiaries are taken into consideration as part of a regime which provides for the deduction of deficits or the elimination of double taxation.

DONE at La Paz, on 15 December 1994, in duplicate in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:
JEAN-MICHEL MARLAUD

For the Government
of the Republic of Bolivia:
ANTONIO ARANIBAR QUIROGA

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1977, No. 1-33781.